Points Conjoncture
de la Polynésie française
N° 1549

Te Avei'a – T2-2026 – La demande intérieure stimule l'économie polynésienne

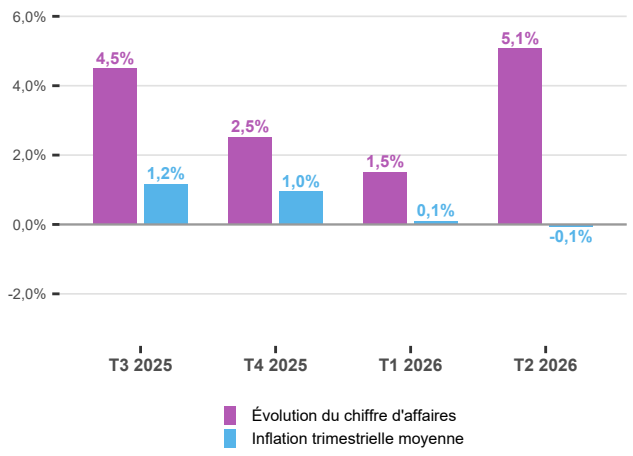
La croissance économique s'accélère au second trimestre, soutenue par le rebond de la demande intérieure. La demande extérieure, elle, se replie en lien avec une fréquentation touristique plus faible. L'inflation est contenue, mais la hausse des cours mondiaux du pétrole se répercute sur la valeur des importations de produits énergétiques. La valeur des importations à destination des ménages rebondit tandis que celle des entreprises diminue. Les exportations de produits locaux progressent.

Hausse du chiffre d'affaires au premier semestre 2026

Au premier semestre 2026, le chiffre d'affaires cumulé des secteurs d'activité, hors banque et assurance, s'établit à 563 milliards de F.CFP, contre 545 milliards de F.CFP au premier semestre 2025, soit une progression de 2,8 % en glissement annuel. Cette évolution confirme la poursuite de la dynamique de croissance de l'activité, avec une progression du chiffre d'affaires au cours des deux premiers trimestres de 2026

Au deuxième trimestre 2026, la hausse du chiffre d'affaires apporte une contribution plus importante à la croissance semestrielle, avec une augmentation de 14,5 milliards de F.CFP par rapport au deuxième trimestre 2025, contribuant à hauteur d'environ 2,7 points à la croissance annuelle 2026. Au premier trimestre, la hausse était de 3,9 milliards de F.CFP.

Fig. 1. Évolution trimestrielle du chiffre d'affaires et de l'inflation (en glissement annuel)



Source : DICP, ISPF

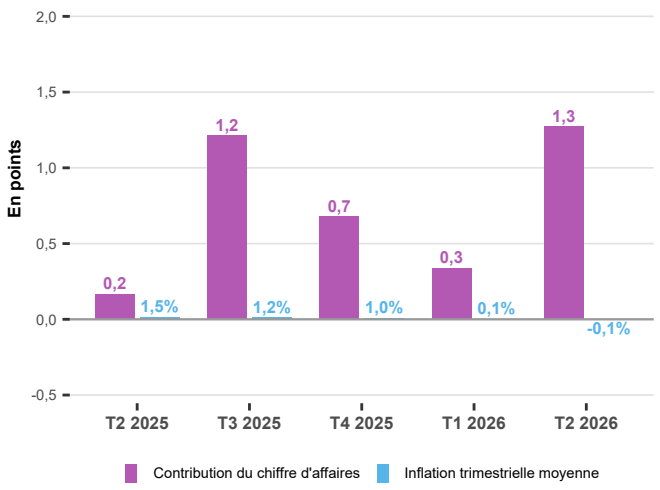
L'évolution du chiffre d'affaires au premier semestre 2026 recouvre des situations sectorielles contrastées. Les secteurs représentant les volumes d'activité les plus importants, notamment le commerce, les transports et l'entreposage, l'industrie manufacturière ainsi que la construction contribuent largement à la dynamique d'ensemble. Le commerce, premier contributeur à la croissance du chiffre d'affaires, progresse de 3,3 % au premier semestre 2026 en glissement annuel, contribuant à hauteur de 1,5 point à la croissance globale. Cette amélioration intervient après deux trimestres consécutifs de contraction et s'appuie principalement sur le dynamisme du commerce automobile, dont le chiffre d'affaires augmente de 10,8 % sur un an au deuxième trimestre, portant sa progression à 6,3 % sur l'ensemble du premier semestre.

Le commerce de gros contribue également à cette reprise, avec une hausse de 11,1 % en glissement annuel au deuxième trimestre et de 4,9 % sur l'ensemble du premier semestre. Le chiffre d'affaires du commerce de détail progresse moins rapidement (+ 2,1 % au deuxième trimestre et + 1,2 % au premier semestre), mais reste positif. Deuxième contributeur à la croissance du semestre, le secteur des transports et de l'entreposage poursuit sa progression, avec une hausse de 5,2 % de son chiffre d'affaires au premier semestre en glissement annuel. L'activité dans l'industrie manufacturière demeure également bien orientée, avec une progression de 4,5 % sur le premier semestre par rapport à la même période de 2025. La construction affiche une dynamique encore plus favorable, avec une hausse de 8,0 % de son chiffre d'affaires sur la période. Les autres activités de services restent également bien orientées et contribuent positivement à la progression d'ensemble.

À l'inverse, l'hébergement-restauration constitue le principal secteur en retrait. Son chiffre d'affaires diminue de 3,0 % sur le premier semestre, avec des baisses de 5,3 % au premier trimestre et de 1,4 % au deuxième trimestre, en glissement annuel. Cette contraction s'inscrit dans un contexte de recul de la fréquentation touristique en hébergement terrestre, qui diminue de 2,2 % sur l'ensemble du premier semestre, après des baisses respectives de 4,7 % au premier trimestre et de 0,5 % au deuxième trimestre.

L'amélioration de la fréquentation au deuxième trimestre contribue ainsi à limiter le recul de l'activité dans l'hébergement-restauration, sans toutefois permettre un retour à la croissance sur l'ensemble du semestre

Fig. 2. Contribution trimestrielle à la croissance annuelle et inflation trimestrielle moyenne (en glissement annuel)



Source : DICP, ISPF

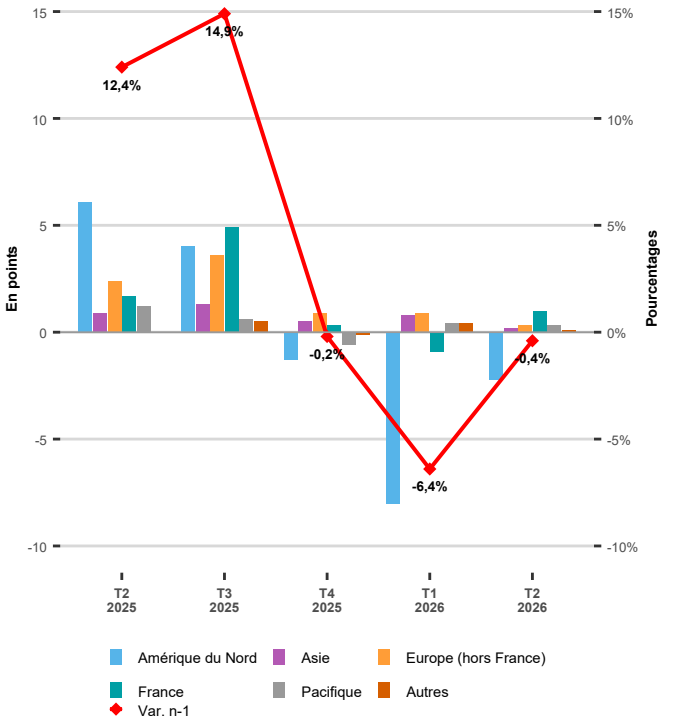
Une inflation nulle au deuxième trimestre

L'indice des prix à la consommation en moyenne trimestrielle est stable au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent (+ 0,0 %) et s'est même légèrement replié par rapport l'année précédente (- 0,1 %), contrairement à la plupart des économies internationales comme la France (+ 2,1 %), la Nouvelle Zélande (+ 4,1 %) ou les États-Unis [1] (+ 5,3 %). Cette légère baisse s'explique par le fléchissement des prix de l'alimentaire au deuxième trimestre (- 0,4 % sur un an), alors qu'ils progressaient lors des trois premiers mois de l'année. Le prix des produits manufacturés diminue aussi sur un an (- 1,7 %). Les tensions internationales sur le prix du baril de pétrole se répercutent à la pompe en juin, avec l'augmentation du litre d'essence et de gazole (+ 10 %) et du pétrole (+ 12 %) ; le gaz est resté stable. Les prix dans les services continuent de progresser avec une accélération lors du deuxième trimestre (+ 0,8 %, après + 0,1 % au premier trimestre) pour se situer à + 1,6 % en glissement annuel.

La fréquentation touristique reste élevée, mais en léger recul

Au deuxième trimestre 2026, la fréquentation touristique diminue de 0,4 % pour se situer juste en dessous du record enregistré l'année précédente et totaliser 75 250 touristes. Le repli des effectifs nord-américains (- 5,1 %), qui y contribue pour - 2,2 points, explique l'évolution globale. Les autres marchés touristiques continuent de progresser avec une hausse de fréquentation pour les touristes métropolitains (+ 3,1 %) qui contribue pour 1,0 point au résultat du trimestre. Le nombre de touristes attendu en hébergement terrestre marchand est proche de l'année précédente (- 0,4 %), mais le repli du marché nord américain pénalise l'hôtellerie internationale (- 8,1 % de chambres louées). Cependant, alors que le nombre de chambres offertes à la location diminue de 5,2 %, le revenu moyen par chambres louées progresse de 5,5 % à 78 000 F.CFP. Ainsi, depuis le début de l'année, les effectifs en hébergement terrestre marchand contribuent pour - 1,5 point à la fréquentation du semestre (- 2,9 %). Les croisiéristes (+ 0,2 % au second trimestre et - 5,8 % sur le semestre) et les effectifs affinitaires (- 1,1 % au second trimestre et - 2,3 % sur le semestre) y contribuent respectivement pour - 1,1 point et - 0,3 point. Avec la hausse de la durée de séjour à 16,5 jours (+ 0,2 jour), les nuitées progressent sur un an (+ 1,0 %) pour représenter 1,2 million de nuitées, mais sur les six premiers mois de l'année leur nombre recule (- 2,4 %).

Fig. 3. Contribution des marchés touristiques à la fréquentation trimestrielle (en glissement annuel)



Source : ISPF

Les exportations progressent sur le deuxième trimestre

La recette des exportations de produits locaux progresse de 12,3 % au deuxième trimestre pour représenter 3,6 milliards de F.CFP. Après un premier trimestre en berne, les exportations de produits perliers retrouvent la croissance pour s'établir à 2,4 milliards de F.CFP (+ 6,8 %) avec la hausse des volumes exportés (+ 20,4 %) et le recul du prix au gramme qui se situe à 699 F.CFP (- 11,3 %). Les exportations de produits perliers contribuent pour 4,7 points aux recettes du trimestre, contre 7,9 points pour le poisson dont la valeur (590 milliards de F.CFP) et le volume (540 tonnes) ont quasiment doublé sur un an. Les exportations de vanille sont aussi en hausse, tandis que celles de coprah et de noni reculent.

Depuis le début l'année, la Polynésie française a exporté pour

1. PCE price index (indicateur privilégié par la Réserve fédérale)

5,6 milliards de F.CFP de produits locaux (- 17,8 %), pour un volume total de 7 742 tonnes (- 0,6 %). Les exportations de perles (- 30,1 % en valeur) représentent 3,4 milliards de F.CFP et contribuent pour - 21,3 points aux recettes du semestre. Les exportations de poissons sont supérieures en valeur (+ 40,1 %) et en volume (+ 49,4 %), et contribuent pour 4,1 points à la valeur et pour 3,9 points au volume du semestre. La vanille est stable (+ 0,3 % en valeur), le coprah rebondit (+ 6,9 % en valeur) et le *noni* se situe à un niveau historiquement bas (- 91,2 %).

Le marché de l'emploi continue de croître

Au deuxième trimestre, le nombre de salariés déclarés à la CPS (76 800 personnes) progresse sur l'ensemble des secteurs d'activité (+ 2,1 % sur un an), soit 67 860 emplois en équivalent temps plein (+ 2,5 %). Si la dynamique ralentie par rapport au trimestre précédent, elle est légèrement supérieure à l'an dernier. Au premier semestre, le nombre de salariés (+ 2,4 % après + 2,0 %) et les effectifs en ETP (+ 2,8 % après + 2,3 %) augmentent plus rapidement qu'en 2025.

Le marché de l'emploi dans la construction est le plus dynamique avec une hausse des effectifs en ETP (+ 7,2 % au second trimestre) supérieure à celle du premier trimestre, et supérieure également à la progression du nombre de salariés (+ 6,0 % au second trimestre) signifiant une augmentation des heures travaillées par salariés. Ainsi, au premier semestre les effectifs salariés sont en hausse de 6,5 %, contre + 9,8 % pour les effectifs en ETP.

Dans le secteur tertiaire, le nombre de salariés (+ 2,0 %) et les effectifs ETP (+ 2,4 %) au deuxième trimestre progressent quasiment au même rythme qu'il y a un an. Si la hausse est inférieure au premier trimestre, le nombre de salariés progresse légèrement plus vite sur le premier semestre qu'il y a un an (+ 2,2 %, après + 2,0 %) porté par le rebond du transport et entreposage (+ 3,8 %, après + 1,6 %) et de la restauration (+ 3,4 % après + 3,1 %). Les emplois dans le commerce (+ 1,2 %, après + 3,0 %) et dans l'hébergement (+ 2,6 %, après + 4,5 %) restent bien orientés, mais la dynamique est inférieure à l'année précédente.

La progression de la masse salariale est stable depuis un an (+ 4,2 % à chaque trimestre) avec au deuxième trimestre, un nombre d'heures travaillées (+ 2,9 %) qui augmente plus vite que les salaires (+ 1,3 %). Depuis le début de l'année, les salaires versés représentent plus de 146 milliards de F.CFP (+ 3,6 %) et alimentent la consommation des ménages.

Les importations à destination des ménages progressent

En retrait au premier trimestre, les importations à destination des ménages[2] se redressent au deuxième trimestre en valeur (+ 11,6 %) et en volume (+ 12,6 %) pour se situer au premier semestre au-dessus du niveau de l'année précédente (+ 5,5 % en valeur et + 3,5 % en volume). Les produits de l'industrie agro alimentaire sont les principaux contributeurs au résultat du semestre après le rebond enregistré lors du second trimestre (+ 14 % en valeur et en volume) de l'ensemble de ses importations (Produits laitiers, boissons, céréales, etc.) à l'exception de la viande (- 6,1 % en volume). Cette accélération au deuxième trimestre concerne également les biens de consommation (+ 7,9 % en valeur et + 8,7 % en volume) portée notamment par les produits d'ameublement du foyer et les produits de l'industrie automobile (+ 8,3 % en valeur et + 13,5 % en volume) dont le chiffre d'affaires continue de croître depuis un an. Ces deux secteurs contribuent chacun pour 0,9 point au volume trimestriel et respectivement pour 0,4 point et 0,6 point au volume semestriel.

La hausse du prix des engrais et du baril de pétrole à l'international fait bondir au deuxième trimestre la valeur des importations des produits agricoles (+ 24,7 %) et des produits énergétiques (+ 55,3 %) pesant un poids supplémentaire sur les entreprises et les particuliers. Cependant, leur volume continue de progresser au deuxième trimestre (+ 5,6 % pour les produits agricoles et + 9,5 % pour les produits énergétiques), ainsi que sur l'ensemble du premier semestre (+ 0,4 % et + 20,9 %). À l'issue du premier semestre, la valeur des importations de produits agricoles est supérieure de 12,3 % et pour les produits énergétiques de 29,9 % par rapport à l'année précédente.

Les investissements des entreprises se replient en valeur

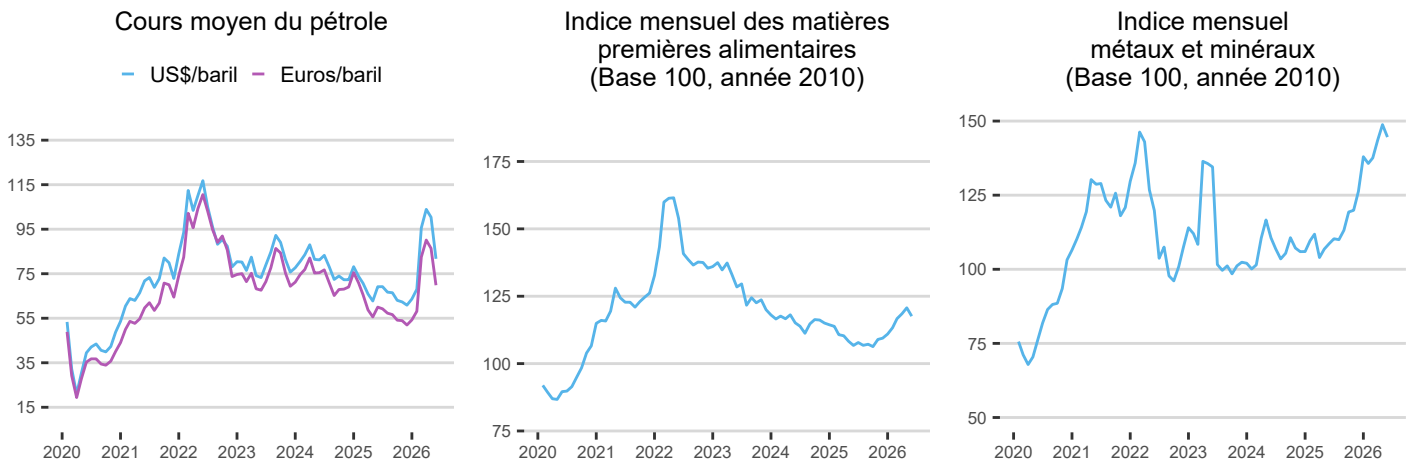
L'indice du climat des affaires et le solde d'opinion des entreprises du BTP sont positifs au deuxième trimestre. Les importations à destination des entreprises progressent fortement en volume (+ 42,9 %) avec l'importation de grues de chantier qui contribuent pour 11,3 points à la hausse des biens d'équipement (+ 25,0 %) et du réassort des stocks de ciment qui contribue pour 31,4 points au volume des biens intermédiaires (+ 44,9 %) et pour 33,2 points aux intrants du BTP (+ 54,1 % en volume).

Les investissements des entreprises en équipement continuent de croître au deuxième trimestre pour totaliser 13,3 milliards de F.CFP (+ 37,0 %), soit 24,6 milliards de F.CFP depuis le début de l'année (+ 55,6 %). Cependant, les perspectives d'activités dans le BTP pour le trimestre à venir et les perspectives d'investissement sur un an sont négatives. La valeur globale des importations des entreprises au deuxième trimestre est en retrait (- 6,2 %), même si les achats exceptionnels en biens d'équipement effectués l'année précédente masque la progression des biens intermédiaires (+ 2,6 %) dont + 3,3 % pour les intrants du BTP.

Ainsi, depuis le début de l'année, si les volumes importés progressent (+ 1,1 %), la valeur des importations à destination des entreprises se replie (- 3,0 %) avec la baisse des biens d'équipement (- 5,0 %), des biens intermédiaires (- 1,0 %) et des intrants du BTP (- 1,5 %). Leurs investissements en immobilier sont également inférieurs à l'année précédente (- 0,5 % au premier semestre, après - 41,0 % au deuxième trimestre) malgré l'assouplissement depuis un an des coûts du crédit qui se situe à 2,84 % en moyenne au deuxième trimestre (- 0,05 point sur un an). Il en va de même pour les particuliers, dont la nouvelle baisse des coûts du crédit immobilier (- 0,01 point) pour se situer à 2,85 % au deuxième trimestre, n'a pas empêché la production de crédits à l'habitat de marquer le pas pour la première fois depuis un an (- 6,1 %). Cependant, le montant sur le premier semestre est supérieur à l'année précédente avec 17,4 milliards de F.CFP (+ 7,6 %).

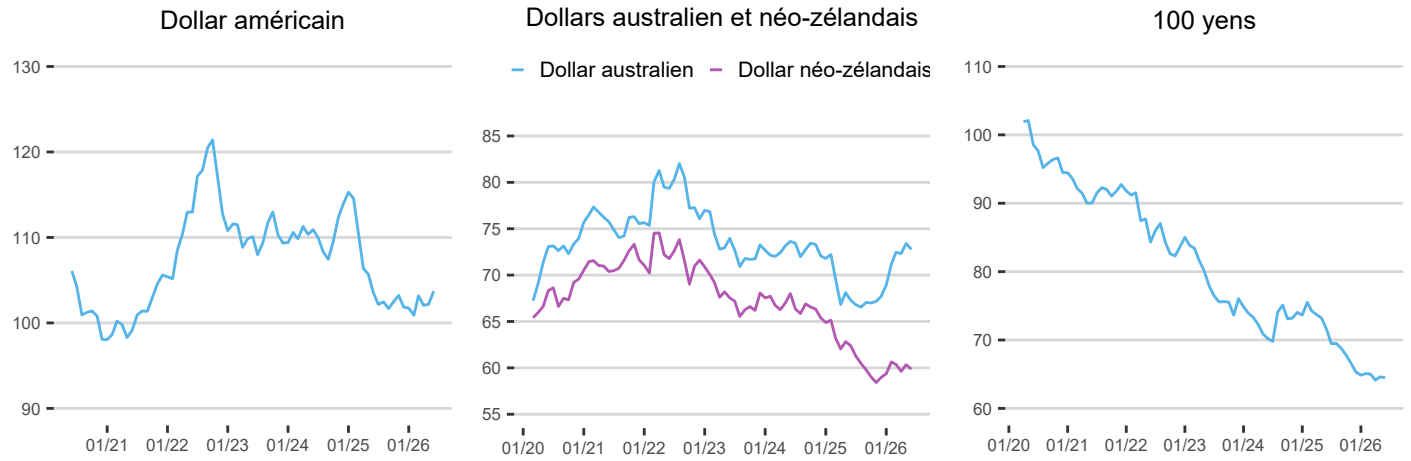
2. Produits agricoles, IAA, Biens de consommation, Produits automobile.

Fig. 4. Industrie



Source : Banque Mondiale

Fig. 5. Taux de change



Source : Banque de Polynésie

Fig. 6. Indice boursier



Source : Les Echos Investir

Table 1. Tableau de bord

ENTREPRISES							
Démographie des entreprises (ICS)	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26**	**juin-26**	***T / T-1***	***T / T-4***
Créations	961	951	899	886	888	0,2%	-7,6%
Radiations	800	749	712	782	843	7,8%	5,4%
Stock	39 551	39 973	40 361	40 658	40 880	0,5%	3,4%
Assujetties à la TVA	7 184	7 151	7 109	6 981	nc	nc	nc

Unité : nombre, Création trimestre

Sources : ISPF, DICP

nc : non communiqué

Production	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26**	**juin-26**	***T / T-1***	***T / T-4***
Importations de Biens d'équipement	52 882	56 121	51 844	52 604	50 669	-3,7%	-4,2%
Importations de Biens intermédiaires	51 362	51 547	51 614	51 028	51 359	0,6%	0,0%
Chambres offertes (Hotels Internationaux)	946 457	961 936	973 555	949 470	936 561	-1,4%	-1,0%

Unités : millions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : ISPF, Direction des douanes, EDT

Résultats	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26**	**juin-26***	***T / T-1***	***T / T-4***
Chiffre d'affaires des entreprises*	1 208 333	1 221 269	1 228 135	1 236 871	1 242 865	0,9%	2,9%
Exportations locales	13 277	12 868	13 320	11 714	12 107	3,4%	-8,8%
Perles de culture brute	*8 648*	*8 354*	*8 082*	*6 451*	*6 573*	*1,9%*	*-24,0%*
Poissons	*1 768*	*1 573*	*1 573*	*1 601*	*1 852*	*15,7%*	*4,7%*
Nuitées touristiques	4 456 141	4 642 217	4 650 744	4 587 994	4 600 583	0,3%	3,2%
Nombre de touristes	270 445	281 369	281 227	277 720	277 427	-0,1%	2,6%
Passagers débarqués à Faa'a	394 226	404 216	401 063	401 243	401 878	0,2%	1,9%

Unités : millions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : Direction des douanes, ISPF, DICP, ADT

* estimation

Emploi	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26**	**juin-26**	***T / T-1***	***T / T-4***
Nombre de salariés déclarés	74 666	75 240	75 755	76 254	76 580	0,4%	2,6%
Nombre de salariés en équivalent temps plein	65 457	65 988	66 479	66 966	67 343	0,6%	2,9%
Demandeurs d'emploi inscrits au SEFI	9 898	9 616	8 322	nd	nd	nd	nd
Offres d'emploi	6 147	6 185	6 380	nd	nd	nd	nd

Unités : nombre, cumul/moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS, SEFI

nc : non communiqué

MENAGES							
Revenu	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26**	**juin-26**	***T / T-1***	***T / T-4***
Salaire Moyen en équivalent temps plein	360 322	361 538	363 285	364 402	365 045	0,2%	1,3%
Masse salariale	70 766	71 559	72 474	73 225	73 759	0,7%	4,2%

Unités : F.CFP, millions de F.CFP, moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS

Consommation	**juin-25**	**septembre-25**	**décembre-25**	**mars-26**	**juin-26***	***T / T-1***	***T / T-4***
Importations de Produits alimentaires sur 12 mois	60 087	62 091	62 337	61 715	63 866	3,5%	6,3%
Importations de Biens de consommation sur 12 mois	36 854	37 338	36 773	37 008	37 704	1,9%	2,3%
Chiffre d'affaires Commerce détail sur 12 mois*	245 968	246 965	246 570	246 755	247 260	0,2%	0,5%
Indice des prix trimestriel moyen	112,6	112,4	112,3	112,5	112,5	0,0%	-0,1%
Importations de Produits énergétiques sur 12 mois	31 326	25 022	24 702	25 854	29 488	14,1%	-5,9%
Importations de Produits de l'industrie automobile sur 12 mois	20 068	20 295	20 001	20 244	20 637	1,9%	2,8%
Nombre d'Immatriculations (VP) sur 12 mois	5 446	5 314	5 046	4 461	nd	nd	nd

Unités : millions de F.CFP, indice base 100 2007, milliers de KwH, nombre

Sources : Direction des douanes, ISPF, DICP, DTT

cumul/moyenne des 12 derniers mois

* estimation

nc : non communiqué

Méthodologie

Indice emploi salarié marchand : cet indice est réalisé mensuellement et calculé à partir de l'exploitation avancée des déclarations de main-d'œuvre à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS). Ces déclarations sont obligatoires pour tous les salariés dépendant du régime général des salariés. Ces indices (base 100 en janvier 2000) permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions entre deux périodes données.

Les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des autres services constituent une estimation de l'emploi salarié marchand. L'emploi salarié de ces secteurs représente 90 % du secteur marchand et deux tiers de l'emploi salarié total déclaré.

Les secteurs de l'agriculture, les administrations, l'éducation, la santé et l'action sociale, les services collectifs, sociaux et personnels et les activités domestiques sont exclus des estimations du fait de leurs structures particulières (prédominance de très petites entreprises ou d'administrations importantes) et de leurs régimes spécifiques de déclaration (retards tolérés ou déclarations trimestrielles).

Pour les trois derniers mois et en cas d'absence de déclaration de l'employeur, ces déclarations manquantes sont estimées à partir de l'évolution moyenne de l'emploi salarié des établissements déclarant à la CPS deux mois d'affilée suivant les tailles et secteurs d'activité. Ces séries sont ensuite corrigées par variations saisonnières.

Correction des variations saisonnières (CVS) : l'évolution d'une série statistique se décompose en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique utilisée pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

Tableau de bord : les données sont calculées en moyenne mobile ou glissante sur douze mois, ce qui permet de lisser une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique) en éliminant les fluctuations les moins significatives et de lisser le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est également dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne, modifiant ainsi la date de référence.

Sources

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Avei'a » fait la synthèse de la conjoncture locale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreux organismes qui collectent des informations chiffrées dans leurs domaines de compétence.

Définitions

Caisse de prévoyance sociale (CPS) : gère l'ensemble des déclarations de main-d'œuvre du régime général des salariés à partir desquelles les statistiques de l'emploi salarié sont réalisées.
Direction régionale des douanes de Polynésie française : reçoit l'ensemble des déclarations de marchandises entrant ou sortant du territoire. Ces données sont traitées par l'ISPF pour en tirer des indicateurs d'échanges de marchandises avec les autres pays et analyser les flux en importations comme en exportations.
Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) : traite les déclarations TVA à partir desquelles l'ISPF mesure l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activité.
Direction des transports terrestres (DTT) : gère les immatriculations des véhicules et fournit les statistiques à l'ISPF.
Électricité de Tahiti (EDT) : principal opérateur pour la fourniture d'énergie électrique en Polynésie française, il transmet les statistiques de production et consommation d'électricité à l'ISPF.
Port autonome de Papeete : cet établissement public à caractère industriel et commercial gère la zone portuaire. Il identifie les navires faisant escale en Polynésie française et dénombre leurs passagers et membres d'équipage.
Service de l'emploi : réceptionne les demandes et offres d'emploi qui permettent de réaliser le suivi statistique du marché du travail.
Synthèse économique : Les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la conjoncture internationale sont extraits des sources suivantes : Banque de Polynésie, site du journal « les Échos » sur les places boursières (bourse.lesechos.fr), instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, Banque mondiale, OCDE et Eurostat.

Télécharger les données

Toutes les données

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Conjoncture
Numéro	1549
Auteur de la publication	Teva BELLI
Rédactrice en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Hugues HORATIUS-CLOVIS
Dépot légal	Novembre 2026
Informations	Immeuble Uupa - 1er étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2026 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	2118-478X